



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse
www.ipu.org

NOTE D'INFORMATION

Séminaire parlementaire régional sur *Promouvoir la nutrition infantile dans la Communauté de développement d'Afrique australe, CDAA*
28-29 septembre 2015

Windhoek (Namibie)

PRESENTATION GENERALE

Retards de croissance : prévalence et conséquences pour l'enfant

Plus de 180 millions d'enfants de moins de cinq ans n'atteignent pas un développement normal en raison de déficiences nutritionnelles, ce qui a des conséquences sur leurs capacités d'apprentissage, sur le niveau de leurs futurs revenus ainsi que sur la prospérité économique de la population et du pays dont ils font partie. La malnutrition et le retard de croissance qu'elle entraîne enferment l'enfant, la collectivité et la nation toute entière dans un cycle de pauvreté.

Le retard de croissance est le résultat de carences alimentaires chroniques subies au cours des 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant – entre la conception et l'âge de deux ans, y compris la période de la grossesse. Les préjudices qu'il entraîne sont irréversibles. La taille d'un enfant de cinq ans présentant un retard de croissance est inférieure de plusieurs centimètres à ce qu'elle aurait dû être. En outre, la malnutrition chronique rend l'enfant plus vulnérable aux maladies. Ainsi, un enfant qui présente un retard de croissance a cinq fois plus de chances de succomber à des diarrhées. Pire encore, il n'atteindra jamais sa pleine capacité cognitive, ne sera jamais en mesure d'apprendre autant qu'un autre enfant et subira un déficit de revenu tout au long de sa vie.

Conséquences économiques

La Banque mondiale estime que les pays concernés par la malnutrition perdent de ce fait deux à trois pour cent de leur produit intérieur brut ainsi que des milliards de dollars en emploi salarié et en dépenses de santé qui auraient pu être évitées.

Point encourageant, la lutte contre la malnutrition est l'un des investissements les plus rentables qu'un pays puisse faire. En 2008, le consensus de Copenhague – qui réunissait un groupe d'éminents scientifiques et économistes dont plusieurs lauréats du prix Nobel – a établi, sur la base d'une analyse coût/bénéfice que la lutte contre la malnutrition était "le" meilleur investissement pour le développement. Pour ces spécialistes, cinq des dix réponses les plus efficaces aux défis mondiaux sont étroitement liées à la lutte contre la malnutrition. La science le montre clairement, les bénéfices potentiels sont importants. Les pouvoirs publics doivent investir immédiatement dans des programmes de prévention des retards de croissance sous

peine de perdre une partie du bénéfice des autres investissements consentis dans l'éducation, la santé et la protection infantile.

Situation de la nutrition dans la Communauté de développement d'Afrique australe, CDAA

La Communauté de développement d'Afrique australe est confrontée à plusieurs formes de malnutrition y compris le retard de croissance, la dénutrition, l'émaciation et le surpoids. Dans son rapport de 2013, l'Organisation mondiale de la santé estime que le taux de retard de croissance à lui seul avoisine ou est au-dessus des 30% dans 10 des 15 pays de la région. Malgré l'existence des mécanismes et d'initiatives régionaux et nationaux de promotion de la nutrition, davantage d'efforts sont requis pour éradiquer ce fléau.

Action mondiale contre la malnutrition infantile : le rôle essentiel des parlements

La contribution des parlements est cruciale en la matière. Ils disposent, en effet, du pouvoir de légiférer et de réglementer, d'influer sur l'orientation des plans de développement national, de déterminer la conception et l'allocation des budgets nationaux, de contrôler et de superviser la façon dont le Gouvernement (c'est-à-dire l'Exécutif) honore les engagements en matière du respect des droits de l'enfant et de l'obliger à rendre des comptes; ils peuvent en outre tirer profit de leur position de leaders d'opinion et de responsables locaux pour attirer l'attention sur les grands défis de développement tels que la nutrition et sensibiliser leurs électeurs à de saines pratiques alimentaires.

Concrètement, pour lutter contre la malnutrition, les parlements peuvent, par exemple, voter des lois limitant la commercialisation des substituts du lait maternel ou instaurant une protection de la maternité; encourager les programmes d'apport de micronutriments; intensifier les programmes de promotion et de protection de l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants; ou encore comparer les taux de retard de croissance dans leur pays aux taux de référence.

Réunion régionale de mobilisation des parlementaires

Afin de mobiliser des parlements nationaux autour d'interventions sur la nutrition et de renforcer leurs capacités pour les aider à faire progresser ces objectifs, l'UIP et l'UNICEF se proposent de réunir des parlementaires de la Communauté de développement d'Afrique australe et des acteurs de la société civile (susceptibles de fournir aux parlementaires des données pertinentes et de travailler avec eux à une plus grande transparence) en vue de les alerter sur et les informer de la nécessité d'agir d'urgence.

Le séminaire visera à sensibiliser les parlementaires et le personnel des parlements aux questions de malnutrition et de retard de croissance ainsi qu'aux effets préjudiciables que ces fléaux peuvent avoir sur le développement de leur pays; il s'agira également de renforcer leurs capacités à soutenir des interventions sur la nutrition. Une attention particulière sera portée au rôle du parlement dans le suivi et l'affectation de crédits aux questions de nutrition mais il sera aussi question d'autres moyens dont disposent les parlementaires pour contribuer à faire baisser les taux de

malnutrition (en liaison avec leurs pouvoirs de législation, de supervision et de représentation).

Les parlementaires de la région pourront échanger et tirer profit de leurs expériences mutuelles; en outre, l'UNICEF et l'UIP inviteront des experts (représentants de l'UNICEF, de la société civile, d'autres parlements, etc.) pour partager des points de vue et des expériences sur le rôle des parlementaires dans la lutte contre la malnutrition et les retards de croissance. L'ensemble du séminaire sera orienté sur les stratégies et les outils dont les parlementaires peuvent faire usage pour intensifier et renforcer les programmes de nutrition.

Ce séminaire de deux jours et demi sera organisé conjointement par l'Union interparlementaire (UIP), l'UNICEF et le Parlement de la Namibie. L'UIP invitera les parlements de la Communauté de développement d'Afrique australe y envoyer des délégations. La participation d'environ 15 parlements nationaux est envisagée.